



PLACE DE LA REPUBLIQUE

15h40 Rassemblement

17h30 Départ vers Opéra

Toutes et tous ensemble dans la rue
pour un **8 mars** de lutte et de grève !
Féminicides, violences contre les filles et les
femmes : il y a urgence !

La vague libératrice d'une parole jusqu'ici étouffée et inaudible submerge les réseaux sociaux avec les hashtags #metoo, #balancetonporc, #balancetonagresseur, #payetonuterus, #balancetonaccouchement et révèle une société profondément patriarcale.

Ces violences sexistes, sexuelles et conjugales perpétrées contre les filles et les femmes s'exercent partout : dans la famille, au travail, dans les espaces publics.

Ces hommes tuent, massacrent, vendent, violent, prostituent, défigurent, oppriment des millions de femmes, notamment les femmes migrantes.

Toutes les femmes ont déjà été victimes de violences ; violences acceptées, tolérées, minorées par la société et niées, ignorées par de trop nombreux-ses politiques, certains hommes politiques agissant eux mêmes parfois en toute impunité.

Il est urgent de passer aux solutions concrètes pour lutter contre les violences masculines !

Ces violences sont multiformes :

- cette fillette de 11 ans en Seine et Marne voit l'homme qui l'a violée être acquitté au motif qu'elle aurait pu désirer cet acte pédocriminel,

- des femmes victimes d'agressions sexuelles, alors que leurs affaires sont prescrites, se retrouvent poursuivies en diffamation par les agresseurs,

- Alexia Daval et toutes les femmes victimes de violences conjugales pouvant aller jusqu'au féminicide, voient les souffrances endurées qualifiées de « drame passionnel », 90% des femmes ne portent pas plainte par honte de parler, crainte des représailles de la part de l'agresseur ou de ses proches, ou non confiance en la justice qui impose un difficile parcours de la combattante.

Ce 8 mars à 15h40, comme tous les jours, c'est l'heure à laquelle les femmes ne sont plus rémunérées par rapport à leurs collègues masculins.

Ce 8 mars à 15h40, c'est la grève des femmes pour faire aboutir toutes nos revendications.

Ce 8 mars, soyons nombreuses et nombreux dans la rue : associations, syndicats, organisations et partis politiques progressistes : rassemblons nous à 15h40 à République. A 17h30, nous partirons en manifestation.

Elles signent

Collectif National pour les Droits des Femmes, Osez le féminisme !, Amicale du Nid, Association Nationale des Études Féministes, Chiennes de Garde, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et la Contraception, CQFD lesbiennes Féministes, Écologie, mouvement de l'Écologie politique, Elu.e.s contre les violences faites aux femmes, Emancipation Tendances Intersyndicale, Ensemble !, Féministes Insoumises, Femmes Migrantes Debout, France Insoumise, Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie, Mémoire traumatique et Victimologie, Mouvement de la Jeunesse Communiste de France, Mouvement du Nid, Mouvement du Nid Paris, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Réseau Féministe Ruptures, SKB (Turquie), Soutien aux Femmes Victimes de Violences Sexuelles, Obstétricales et Gynécologiques, SNPES PJJ FSU, Unie-vers-elles (féministes tunisiennes), Union Nationale Lycéenne, la Marche Mondiale des Femmes

Le 8 mars est la journée internationale de luttes pour les droits des femmes, de la solidarité entre toutes les femmes, dans le monde entier, engagées pour leurs droits et pour leur émancipation du système patriarcal. La journée où on lutte aussi partout pour la possibilité de vivre en tant qu'être humain, pour la liberté de l'avortement, pour l'autonomie financière des femmes et contre les inégalités persistantes.

Fortes de leurs luttes et de leur expérience auprès des victimes, les féministes ont des solutions ! Nous exigeons des pouvoirs publics une réelle volonté politique de les écouter, de prendre en compte leurs paroles, d'agir, VITE ! Les mesures annoncées par E. Macron le 25 novembre dernier ne vont pas assez loin et sont bien souvent une reprise de mesures préconisées ou déjà impulsées par les gouvernements précédents. Elles ne sont même pas financées.

Nous voulons des actes et non de belles paroles : un plan d'action immédiat et durable, une loi-cadre contre les violences masculines et de réels moyens pour les faire appliquer alors que les dépôts de plainte ont augmenté de 30%.

Nous exigeons aussi des moyens conséquents pour que les associations puissent assumer leurs missions de service public auprès des victimes.

Faisons-nous entendre ! La parole des femmes s'exprime de plus en plus fort, elle doit maintenant être prise en compte ! Organisons-nous !